

---

L'état du climat en Afrique : Tendances, dangers et impacts en Afrique - Services climatiques pour une prise de décision et un renforcement de la résilience en Afrique

Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI

COP27 – Egypte | 14 novembre 2022

---

Madame Josépha Sacko, Commissaire de l'Union africaine en charge de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable ;

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales et régionales, des institutions africaines et des partenaires,

Mesdames, messieurs

Pour notre Commission de l'océan Indien, seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, il est important de pouvoir prendre la parole à un tel forum que la COP27 et de partager des temps de dialogue avec la Commission de l'Union africaine et les partenaires internationaux.

Nos îles sont des sentinelles de l'Afrique. Elles sont en première ligne de certains effets du dérèglement climatique. En effet, l'Indianocéanie – c'est ainsi que nous nommons notre région du Sud-Ouest de l'océan Indien – est la troisième région du monde la plus exposée aux risques naturels. La dernière saison cyclonique en donne un aperçu : la seule Grande île de Madagascar a été traversée par six cyclones qui ont engendré des pertes humaines et matérielles importantes.

A travers ses projets et le soutien de ses partenaires au développement, la COI est pleinement engagée en soutien à ses Etats membres pour renforcer la résilience climatique régionale. C'est un chantier de longue haleine qui oblige à une approche holistique qui lie science et technologies, innovation et formation, équipements et échanges, diplomatie et engagement citoyen.

D'ailleurs, il était important que nous puissions soutenir concrètement nos Etats membres pour cette COP27. Ainsi, grâce au volet régional du projet Intra-ACP de « l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus », nous avons soutenu la participation de délégués de nos pays pour les négociations qui aboutiront, nous le souhaitons, à des avancées nouvelles en matière de financement, de transferts de technologie, de mobilisation de la science et de concrétisation de nouveaux cadres comme pour les pertes et préjudices.

Mesdames, Messieurs,

Nous savons tous ici combien notre continent est particulièrement touché par le dérèglement climatique. Pour relever ce défi multiforme, il nous faut agir sur tous les fronts. Les organisations régionales, comme la Commission de l'océan Indien, ont un rôle important à jouer pour identifier les causes et porter des solutions collectives à l'échelle sous-régionale.

Je vous disais que nous nous efforçons d'inclure l'innovation, la science et la formation au cœur de l'action collective. Permettez-moi de vous en donner un exemple : notre projet BRIO, soutenu par l'AFD à travers sa facilité Adapt'Action, vise à développer des projections climatiques haute résolutions qui décriront le climat de la région jusqu'à l'horizon 2100. Ce modèle climatique permettra de dégager des tendances à long terme sur la température, la pluviométrie et l'activité cyclonique dans la région. Les résultats de ces simulations permettront aux États et aussi aux institutions et entreprises qui en ont besoin d'appréhender les implications du dérèglement climatique dans les secteurs clé notamment la santé humaine et animale, les réserves en eau, l'érosion des sols, les risques naturels et autres

C'est dans le même esprit que nous allons bientôt démarrer les activités du projet Hydromet soutenu par l'Agence française de développement, l'Union européenne à travers le programme Intra-ACP ClimSA de l'OEACP et le Fonds vert pour le climat. C'est un projet complémentaire à l'initiative CREWS et e en

cohérence avec CLIMSA et le projet GMES et Afrique. Notre projet Hydromet vise à doter nos îles d'instruments et de compétences pour améliorer les capacités de prévisions météorologiques et plus encore pour que les administrations publiques soient en mesure de proposer d'authentiques services climatiques utiles à la prise de décision dans plusieurs secteurs de l'économie. Ce projet permettra également de renforcer le système d'alerte principalement en partageant les informations, en améliorant le système régional d'alerte précoce et en mettant en réseau les institutions de gestion de catastrophes, les services hydrométéorologies, les Institutions Océanographiques et aussi les secteurs clés...

A ces projets de prévision météorologique et de services climatiques s'ajoute une action en matière de réduction des risques de catastrophes et de renforcement de la réponse avec le soutien financier de l'Union européenne et la collaboration de la PIROI et de l'UNDRR. Il s'agit ici de renforcer les capacités de prévention et de gestion des situations de risques de catastrophes, de mobiliser aussi la solidarité régionale en partenariat avec la Plateforme d'intervention régionale de la Croix-Rouge.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'insister sur un élément crucial pour bâtir la résilience, diminuer les impacts socioéconomiques du dérèglement climatique ou développer des capacités de prévention, de prévision et de gestion : c'est la formation.

C'est un besoin fondamental dans tous nos pays d'Afrique : il faut former la jeunesse, offrir des opportunités d'emplois en phase avec les défis climatiques, énergétiques et environnementaux, les nouvelles tendances socioéconomiques et l'aspiration au bien-être de nos populations ; ou autrement dit, des opportunités en phase avec le devenir du monde. Plus

de 60% des métiers de demain n'existent pas aujourd'hui et il ne fait aucun doute que les « emplois climatiques » constitueront une part importante de ces métiers.

L'investissement, c'est maintenant qu'il faut le consentir. Il y a urgence ! Et pour cause : il faut près de 20 ans pour former des ingénieurs. L'investissement est conséquent mais les gains sont assurés et importants ; ils sont même vitaux.

L'investissement doit aussi porter sur les infrastructures critiques et sur de nouvelles manières de construire, produire, consommer, aménager. Les risques naturels sont plus importants ; on redoute des phénomènes plus intenses, comme les cyclones, les pluies diluviennes ou les sécheresses. L'investissement que les pouvoirs publics doivent consentir avec le soutien des partenaires internationaux doit viser à réduire les risques de catastrophes, à restaurer les services écosystémiques, à préserver des milieux naturels, à diffuser des nouvelles manières d'occuper le territoire dans le respect des équilibres écologiques car les écosystèmes sont sources de résilience.

Il me semble que l'approfondissement de la démocratie, que le renforcement des institutions et l'implication effective des populations notamment des jeunes contribueront à renforcer la résilience de nos pays. Il est question d'éducation, de confiance dans les institutions du pays, de capacité à intégrer les populations dans la prévention et la gestion des risques, de capacité à mobiliser les institutions, les partenaires publics et privés dans des dynamiques vertueuses de construction.

Mesdames, Messieurs, le défi climatique dans nos îles est aussi le vôtre. Pour le relever, l'Ubuntu s'impose.

Je vous remercie de votre attention.